

Le Qatar Sports Club dit qu'il ne renouvellera pas le contrat PUMA à la suite des appels au boycott

Puma est le seul sponsor international de l'Association israélienne de football [IFA], qui comprend six clubs dans des colonies israéliennes illégales en Cisjordanie.

Le Qatar Sports Club a annoncé qu'il n'avait pas l'intention de renouveler son contrat avec le fabricant mondial de vêtements de sport Puma à la suite des appels locaux et internationaux au boycott en raison de sa complicité avec l'occupation israélienne.

« Nous tenons à vous informer que le contrat du Qatar Sports Club avec Puma a expiré à la fin de la saison sportive 2020/2021, et le club n'envisage pas de le renouveler pour la saison prochaine », a déclaré le club sportif local dans un message sur Instagram à Qatar Youth Opposed to Normalization [QAYON], un organisme local indépendant de jeunesse pro-Palestine.

La réponse est venue à la suite des appels de QAYON au boycott de Puma, exhortant les fans de football à faire pression sur leurs clubs locaux en raison de son implication avec Israël. Le groupe de jeunes a pris des mesures contre le fabricant mondial de vêtements de sport à la suite des attaques meurtrières contre Gaza, au cours desquelles Israël a tué 248 Palestiniens, dont 66 enfants.

Le Qatar Sports Club faisait partie des sept clubs locaux qui ont été contactés par QAYON pour expliquer dans quelle mesure Puma est complice des violations des droits humains par Israël.

Les six autres équipes n'ont pas encore répondu.

« Nous regrettons que tous ces clubs n'aient pas répondu aux messages, et nous appelons donc toutes les personnes impliquées dans le mouvement de résistance contre les colonies sionistes à contacter ces clubs et à exiger qu'elles annulent leurs contrats avec Puma, qui soutient les colons, ou à ne pas renouveler leurs contrats à l'avenir", a tweeté le groupe samedi.

Le groupe a également appelé à agir en vertu de la loi n° [13] de 1963 du Bureau pour le boycott d'Israël au Qatar, qui interdit tout accord avec des agences ou des individus résidant ou travaillant pour Tel-Aviv.

L'implication de Puma dans la colonisation israélienne

Puma est le seul sponsor international de l'Association israélienne de football [IFA], qui comprend six clubs dans les colonies israéliennes de Cisjordanie considérées comme illégales au regard du droit international. Cela permet à leurs clubs de jouer sur des terres illégalement saisies appartenant à des Palestiniens, auxquels il est interdit d'entrer pour participer à toute activité sportive.

Son implication dans le soutien à la dépossession forcée des Palestiniens et à l'occupation illégale constitue une violation flagrante des droits de l'homme. Le financement d'Israël lui permet en outre de commettre ses injustices contre les Palestiniens et d'étendre ses colonies.

L'IFA elle-même a refusé de mettre fin à sa complicité avec les violations des droits humains contre les Palestiniens et a été condamnée par des groupes de défense des droits, des responsables de l'ONU ainsi que plusieurs personnalités publiques.

La marque affirme avoir « la responsabilité » de veiller à ce que ses produits soient « fabriqués dans des lieux de travail

décents où les droits humains sont respectés », ce qui contraste avec son implication dans l'occupation illégale israélienne

Selon le site officiel du mouvement mondial Boycott Divest & Sanctions [BDS], le concessionnaire exclusif de Puma en Israël, Al Srad Ltd., a un point de vente dans le « no man's land » entourant Jérusalem-Est, une zone qui fait partie de l'entreprise illégale de colonisation et d'annexion d'Israël.

En plus du vol de terres, les athlètes palestiniens font face à des obstacles lorsqu'ils participent à des compétitions sur leurs propres terres et à l'étranger, tout en luttant pour trouver des endroits où jouer en raison des destructions qu'Israël effectue régulièrement sur les terres palestiniennes.

Il y a plus de 150 colonies israéliennes en Palestine, plus de 128 avant-postes et plus de 750 000 colons vivant dans des maisons volées.

Les Palestiniens continuent d'être confrontés à des dépossessions forcées dans plusieurs régions, y compris plus récemment à Sheikh Jarrah et Silwan.

Source : Dohanews